

COMPTE-RENDU FSU de la Commission Académique d'Action Sociale (CAAS) du 21 avril 2011

ENCORE un budget en baisse, accompagné cette année d'une gestion déplorable de l'action sociale !

Le budget consacré à l'action sociale continue de baisser. Cependant le budget prévisionnel 2010 n'a pas été consommé. Il reste environ 40 000 € non dépensés, ce qui pose problème. M. Desdevises, secrétaire général de l'IA du 25 missionné par le Recteur, ne pourra défendre pour l'année prochaine un abondement des crédits de l'action sociale. Cette évaporation de 40 000 € serait survenue suite à la « difficile » réorganisation des systèmes de gestion de l'action sociale, notamment l'application informatisée CHORUS « véritable catastrophe », et au basculement de la prestation handicap (35 000 €) dans le FIPHFP (fonds d'intervention des personnels handicapés de la Fonction Publique) ???

Où vont donc aller ces 40 000 €? Pas de réponse.

Par ailleurs pour répondre à la baisse du nombre de postes, corollaire d'un budget en baisse, le Rectorat a pour objectif de « rationaliser » et de mutualiser le service d'action sociale. **Le traitement de tous les dossiers sera centralisé et piloté à l'inspection académique d'Ille et Vilaine.**

Propositions de l'administration aux délégués du personnel :

- **Option 1** : maintien des CDAS (Commissions Départementales de l'Action Sociale) avec participation des services de l'IA 35 en visioconférence.
- **Option 2** : abandon des CDAS et tenues plus fréquentes de CAAS auxquelles participeraient les 4 départements en visioconférence !

Conséquences : une déshumanisation du traitement des dossiers. Dans les deux options, la décision d'attribuer une aide ne relèvera plus d'une commission départementale proche des personnels, mais de l'échelon académique.

Les organisations syndicales représentatives seront consultées sur cette question au niveau académique.

M. Desdevises n'a pas répondu aux questions posées lors de la dernière CAAS de mars 2010 sur :

- l'évolution des demandes et des aides versées par l'action sociale pour les 5 dernières années. Ceci à cause d'un problème de mise en place d'un nouveau paramétrage de l'action sociale. Nous serions à l'année 0. On reporte à 5 ans l'étude statistique de l'évolution des demandes !
- une meilleure communication aux personnels des prestations d'action sociale (information bien difficile à trouver sur les sites des I.A).

Les représentants de la FSU ont réitéré leur demande d'un plan de communication sur l'action sociale, passant par une information personnelle envoyée chaque année (sur l'prof par exemple pour les enseignants) et par des plaquettes spécifiques.

Les représentants de la FSU (seule organisation syndicale présente) et **de la MGEN** ont rappelé que le compte n'y était déjà pas au regard des besoins en augmentation. Rappelons encore l'augmentation sensible du nombre de personnels précaires et sous-payés dans l'Education Nationale.

La baisse des moyens devra se répartir entre les 4 départements pour raison « d'équité ». Certaines commissions permanentes d'action sociales départementales seraient trop « généreuses » (celle des Côtes d'Armor !) : la FSU remarque une contradiction avec le constat de la non consommation de la totalité du budget académique 2010 d'action sociale.

L'administration va donc répartir et « harmoniser » la pénurie en nivelant vers le bas le montant des prestations sociales.

Les représentants de la FSU et de la MGEN, tout comme l'année dernière, ont quitté la séance avant l'étude de la répartition du budget.

La FSU n'a pas pour vocation de participer à la cogestion de la pénurie en matière d'action sociale. Elle revendique une toute autre politique et un autre budget pour l'action sociale.